



**Appel du Printemps de la psychiatrie
à rejoindre la mobilisation du 29 septembre
pour la défense des services publics**

Comme de nombreux services publics, la psychiatrie est sinistrée.

Le Secteur de psychiatrie publique a été pensé pour accueillir toutes les souffrances psychiques, assurant une continuité des soins de prévention, de cure et de postcure. Depuis plus de 40 années, il subit des restrictions budgétaires l'amenant à faire des tris de plus en plus stricts des malades. Aujourd'hui, seuls les plus malades sont éligibles aux soins en CMP, ce qui n'empêche pas des délais d'attente insupportables de plusieurs mois. L'état de santé des patients se détériore avant qu'ils ne parviennent aux soins, quand, im-patients, ils ne s'adressent pas directement aux urgences. Le délai d'accès aux soins a parfois de graves conséquences, pour le patient et son entourage.

Jusqu'en 2020, on considérait que 25% de la population serait à un moment de sa vie touché par un problème de santé mentale.

Depuis le Covid, on assiste à une irruption des problèmes de santé mentale dans la société. Déjà plus de 30% des moins de 25 ans sont touchés.

Cela a été dit et redit : les services de psychiatrie sont totalement débordés, l'accès aux soins n'est plus assuré et la qualité des soins est souvent dégradée. La dernière alerte du Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté (CGLPL) sur l'accueil dans les services d'urgence est édifiante. C'est une honte que les services publics en soient là !

A qui la faute ?

L'ampleur de la catastrophe est telle que le gouvernement a depuis 2024 considéré la Santé Mentale Grande Cause Nationale. Mais cet effet d'annonce n'a en rien changé la

situation de la psychiatrie publique. Pire, en braquant le projecteur sur la santé mentale, en la dissociant de la psychiatrie, elle a focalisé l'attention sur les moins malades au détriment des personnes les plus vulnérables, les personnes souffrant de pathologies chroniques, qui nécessitent des soins au long cours.

Les millions accordés à la psychiatrie depuis 10 ans sont en dessous de l'inflation et poursuivent la politique menée depuis des dizaines d'années de sous-financement pour cette discipline et au regard des besoins.

Les structures de soins généralistes (centres médicopsychologiques, hôpitaux de jour, centres d'accueil et de crise, lits en hospitalisation complète quand ce ne sont pas des unités d'hospitalisation entières) ferment faute de personnel infirmier ou médical. Pendant que des unités de soins hyperspécialisés, où les patients sont peu nombreux et triés sur le volet, ouvrent.

La pluridisciplinarité des équipes autant que la pluralité des approches thérapeutiques doivent absolument être respectées afin de rendre le meilleur soin au public.

Les personnes en souffrance psychique doivent pouvoir bénéficier d'une rencontre avec des soignants afin de déterminer au mieux leur besoin de soins, et non être triés sur dossier et renvoyés ailleurs, vers leur médecin généraliste ou Monsoutienpsy, ou nulle part, du fait des déserts médicaux.

Le Printemps de la psychiatrie appelle à constituer un rassemblement pour une psychiatrie accueillant toutes les demandes de soins psychiques dans le respect des dimensions bio-psycho-sociale de la personne humaine et appelle à rejoindre les manifestations pour la défense des services publics et ses agents le 29 septembre 2026

Paris, le 27 septembre 2026